



Finies les tergiversations. Après les élections législatives, la mise en place d'un gouvernement de continuité et la présentation d'une PGE (Politique générale de l'État) définitive, place à la fermeté dans la poursuite des actions inscrites dans les 13 « *velirano* » du Président Andry Rajoelina dont l'objectif est clair pour son mandat 2019-2024:

Transformer Madagascar et rattraper en cinq ans les retards cumulés de développement du pays.

Ainsi, chaque semaine, à compter du 21 août 2019, le Président de la République rédigera une lettre destinée à tous les membres du gouvernement. Elle consignera toutes ses directives pour aller vers l'Émergence effective de Madagascar et constituera aussi des jalons de l'Histoire ainsi que des étapes permettant à l'opinion publique de savoir si le pays avance réellement, fait du sur-place ou recule. Place la première lettre!

Jeannot Ramambazafy

Lettre de Monsieur le Président de la République à Monsieur le Premier Ministre, Chef du gouvernement, à Mesdames et Messieurs les Ministres, à Monsieur le Secrétaire d'État

Objet : Nécessité d'accélérer le rythme du développement et du changement

Transformer Madagascar et rattraper en cinq ans les retards cumulés de développement du pays. Telle est ma vision première de l'Émergence.

ROMPRE AVEC LES MAUVAISES HABITUDES :

Cette vision doit devenir une réalité. Elle doit se traduire en actions et projets concrets. Elle doit être perceptible à l'échelle nationale et avoir des impacts sur le quotidien de chaque citoyen.

Le temps est compté. Les attentes de nos concitoyens sont grandes. J'ai formulé des engagements à travers les 13 « *velirano* ». Ils ont été intégrés dans la Politique générale de l'État. Nous sommes chargés de la mettre en œuvre chacun en ce qui nous concerne.

Un défi a été relevé. Il est de taille. Il appelle à une nouvelle ère, un autre mode de pensée, une autre façon de travailler, une certaine manière de gouverner. Nous sommes, certes, enfermés dans le principe de continuité de l'Administration mais nous ne devons pas hésiter à bousculer et aller dans une démarche du changement et de la transformation. L'objectif final est de servir l'intérêt général et d'assurer le bien-être de la population.

Nous devons rompre avec les mauvaises habitudes, la culture du non-résultat et du faire semblant, des faux résultats et des résultats de façade destinés à falsifier l'évaluation ou les rapports vers les échelons supérieurs, généralement par peur de perdre la face sinon de devoir abandonner sa place. Cela est valable à l'endroit de tous les agents de l'État et à tous les niveaux de l'Administration.

Le fonctionnement de l'Administration doit être en perpétuelle adéquation et en phase avec les objectifs fixés dans la Politique générale de l'État. En effet, la machine administrative est un outil de plus à disposition de l'État. L'Administration doit adhérer à la vision de l'Émergence, accompagner la croissance et concourir à transformation du pays.

ACTIONS CONCRÈTES EXIGÉES :

Depuis le début du mandat actuel, j'ai donné le ton sur la nécessité de prendre en compte cet impératif temporel. Nous avons impulsé un dynamisme qui s'est manifesté par la rapidité dans la prise de décision et dans la réalisation des actions.

Les effets de ce dynamisme accompagné par la clarté de nos intentions, ont emmené nos partenaires techniques et financiers à intensifier leurs appuis pour accompagner l'Émergence de Madagascar.

Le nouveau Président de la banque mondiale a effectué sa première visite à l'étranger dans notre pays. A cette occasion, il a annoncé l'intensification de l'aide budgétaire octroyée à notre pays à hauteur de 100 millions de dollars. En outre, faisant suite à notre engagement d'atteindre l'autosuffisance alimentaire par la transformation de notre agriculture, la Banque mondiale a doublé son financement pour le projet de croissance agricole et de sécurisation foncière (CASEF). Ainsi, cela permettra l'octroi de 2 millions de certificats fonciers jusqu'en 2022; la réhabilitation des pistes rurales pour connecter les marchés et les producteurs agricoles, et le soutien de l'amélioration de nos produits d'exportation.

Plus symbolique encore, la signature de l'accord de financement de la RN 5-A et, surtout, les

travaux en cours actuellement, qui démontrent ce dynamisme dans nos prises de décision et surtout dans l'impulsion de nos actions concrètes sur le terrain.

Ces deux décisions cruciales que je viens de citer changeront radicalement la vie de plusieurs milliers de foyers de nos concitoyens. Un certificat foncier facilitera l'accès au financement de nos agriculteurs, ce qui impactera sur la productivité, sécurisera le patrimoine familial si cher dans la conscience collective car il perpétuera le « lova » dans la famille.

Pour rester dans cet état d'esprit, plusieurs points sont à soulever sans qu'ils soient exhaustifs :

- Exécuter dans les meilleurs délais les projets prévus pour l'année 2019 conformément à la Loi de finances rectificative ;

- Déterminer les projets prioritaires dans la réalisation des « velirano » en vue de leur intégration dans le cadrage budgétaire de 2020;

- Finaliser la rédaction du Plan Émergence Madagascar avant l'adoption de la Loi de finances 2020 ;

- Augmenter le taux de décaissement des financements octroyés par les bailleurs en améliorant la gestion des projets tant au niveau de la conception, réalisation, suivi et évaluation.

INTENSIFICATION DES PROJETS SOCIAUX :

Par ailleurs, les impacts de certains projets doivent être perceptibles à moyen terme. Nous devons ainsi intensifier les projets sociaux afin d'atténuer la dureté de la vie et aider les couches vulnérables à se relever.

Il faut mettre en place et pérenniser une véritable politique de protection sociale pour une société juste et équitable. D'ores et déjà, il faut utiliser à bon escient les 90 millions de dollars octroyés par la Banque mondiale au mois de mars 2019. Ce financement renforcera les transferts monétaires aux ménages vulnérables.

La destination des financements extérieurs est souvent axée sur les volets institutionnels à travers les formations, les dotations en matériels informatiques et en véhicules au profit de l'Administration. Or, ils n'ont pas d'impacts réels, directs et concrets sur la vie de la population.

Désormais, ils devront être affectés dans la construction des infrastructures telles que les barrages, les routes, les outils agricoles, des hôpitaux, des écoles. Les projets financés doivent créer des externalités positives sur les activités économiques.

Nous devons avoir une capacité de négociation et de persuasion auprès des bailleurs pour choisir les projets utiles pour le Peuple malagasy. Il nous incombe de proposer et d'avancer des projets. En effet, tout financement a besoin d'un document stratégique démontrant la pertinence, la fiabilité, la soutenabilité financière de nos projets et leur cohérence avec la PGE.

A ce titre, le Plan Émergence Madagascar doit être décliné en politique sectorielle conformément aux 13 « *velirano* ». Chaque Ministre doit entamer des négociations avec les bailleurs. Les arbitrages finaux seront effectués en Conseil des Ministres. L'initiative de l'Émergence commence par chacun de nous. Elle doit être à la fois individuelle et collective et ce, afin d'obtenir de meilleurs résultats.

Nous allons aller loin ensemble. Maintenant, il nous faut aller vite. Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Mesdames et Messieurs les Ministres et Monsieur le Secrétaire d'État, Tel est l'objet de la présente communication.

Antananarivo, le 21 Août 2019

Andry RAJOELINA